

1 9 E T 2 0 O C T O B R E 2 0 0 9

2^{èmes} ateliers
nationaux de la

SOLIDARITÉ

C E N T R E D E C O N G R È S - L Y O N



*Le rendez-vous fédérateur
pour l'action sociale des territoires*



Organisés par





CNSA

Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

Créée en 2004, la CNSA est un établissement public administratif, dont les missions sont les suivantes :

- Participer au financement de l'aide à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées : contribution au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap, concours au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées, affectation des crédits destinés aux établissements et services médico-sociaux.
- Garantir l'égalité de traitement sur tout le territoire quel que soit l'âge ou le type de handicap en veillant à une répartition équitable des ressources.
- Assurer une mission d'expertise, d'information et d'animation : échange d'informations, mise en commun des bonnes pratiques entre les départements, soutien d'actions innovantes, développement d'outils d'évaluation, appui aux services de l'État dans l'identification des priorités et l'adaptation de l'offre.

En 2009, la CNSA gère un budget de 18,7 milliards d'euros (9,8 milliards destinés aux personnes âgées et 8,9 milliards destinés aux personnes handicapées).



www.cnsa.fr



EDITO

Le Département est, pour la seconde fois, co-organisateur avec le Réseau Idéal, et partenaire des Ateliers nationaux de la Solidarité qui se dérouleront les 19 et 20 octobre à Lyon.

Et c'est tout naturel. En effet, dans le Rhône, les initiatives économiques et technologiques, et les innovations sociales sont toujours allées de pair. Et les actions du Département s'inscrivent dans cette tradition du Réseau Idéal, de concilier progrès et humanisme, en privilégiant la proximité sociale.

L'implantation de 47 Maisons du Rhône sur tout le territoire, l'évolution des métiers du secteur social et la professionnalisation des intervenants dans ce secteur, ont ainsi permis une bonne connaissance des situations de chacun et apporté des réponses performantes aux attentes des citoyens.

Dans un monde qui bouge sans cesse et qui nous oblige chaque jour à nous remettre en cause et à faire preuve d'imagination, nous devons relever le défi de l'innovation aussi bien dans nos actes que dans la manière de les conduire. Aussi, face à cet enjeu de taille qu'est la solidarité, je suis certain que ce rendez-vous fédérateur saura, grâce aux échanges entre les différents partenaires, collectivités, associations, professionnels, orienter et enrichir les politiques publiques, et apportera à ceux qui les mettent en oeuvre tout au long de l'année, la connaissance de nouvelles pratiques et outils.

Michel MERCIER
Ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du Territoire, Président du Conseil général du Rhône

Avec le soutien des institutionnels

Avec la participation des collectivités territoriales

En partenariat avec les professionnels

Avec le soutien des médias

Consulter le site :
www.ateliers-solidarite.com
pour accéder à plus de détails
sur les sessions

Lundi 19 octobre

Mardi 20 octobre

8h45 - 9h15 - Accueil des participants et café dans le Forum

9h30 - 10h00 - Ouverture

Michel MERCIER, Ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, Président du Conseil général du Rhône
Philippe BOYER, Président d'IDEAL Connaissances

10h30 - 12h00 - Plénière 1 - P.6

La prise en compte de la précarité dans les politiques sociales

11h30 - 12h30 - Visite du salon et séance de deux forums en simultané - P.6

Forum **1** Partage au fil des âges : 3 exemples de PPP intergénérationnels réussis

Forum **2** PEPSEO : une solution innovante pour favoriser le maintien à domicile

12h30 - Déjeuner

14h00 - 15h30 - Séance de 6 ateliers en simultané - P.7 à 8

Atelier **1** Accompagnement des aidants familiaux

Atelier **2** Partage de données nominatives entre institutions

Atelier **3** RSA : quelle réponse à l'utilisateur ?

Atelier **4** Quels accompagnements pour les jeunes en difficultés multiples ?

Atelier **5** Délégation des aides à la pierre et politique de solidarité

Atelier **6** Plan National Nutrition Santé

15h30 - 16h00 - Pause

16h00 - 17h30 - Séance de 6 ateliers et 2 forums - P.9 à 10

Atelier **7** Evolutions et adaptation du logement des personnes âgées

Atelier **8** Politique de la ville : redéfinition de la géographie prioritaire

Atelier **9** Emploi et Insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

Atelier **10** Informations préoccupantes

Atelier **11** Appel à projets sur le secteur médico-social

Atelier **12** Scolarisation des enfants du voyage

Forum **3** La concentration dans le secteur social et médico-social : l'inéluctable mouvement

Forum **4** La maladie d'Alzheimer, un défi médical et sociétal redoutable

18h00 - Fin de la 1^{re} journée

9h30 - 10h30 - Séance de 6 ateliers - P.11 et 12

Atelier **13** Une organisation médico-sociale coordonnée au service de l'utilisateur

Atelier **14** Assistants familiaux, une professionnalisation à développer et accompagner

Atelier **15** Microcrédit personnel : une réponse adaptée aux populations exclues de l'accès aux prêts

Atelier **16** Prise en charge du handicap en Belgique

Atelier **17** Santé et gens du voyage

Atelier **18** Laïcité et travail social

10h30 - 11h00 - Pause

11h00 - 12h30 - Séance de 6 ateliers et 1 forum - P.12 à 14

Atelier **19** Politique de la jeunesse

Atelier **20** Le chéquier d'accompagnement au RSA

Atelier **21** Mineurs étrangers isolés

Atelier **22** Le Fonds de Solidarité pour le logement et l'ASLL

Atelier **23** MASP : contrat d'accompagnement libre ou contraint ?

Atelier **24** Le CESU pour financer la professionnalisation de l'aide à domicile

Forum **5** L'outil informatique : une composante incontournable de la conduite de projets dans le domaine social

12h30 - 14h00 - Déjeuner

14h00 - 15h30 - Séance des laboratoires de l'innovation - P.14 et 15

Labo **1** Gérontechnologies

Labo **2** Développement durable et publics défavorisés

Labo **3** Désertification médicale

Labo **4** Club des volontaires MAIA

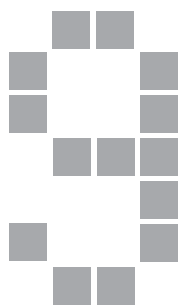
Labo **5** Dématérialisation, numérisation et archivage : un atout pour le développement durable

Labo **6** L'accessibilité de tous au dispositif d'accueil du jeune enfant, enjeu d'insertion et de développement économique

15h30 - 17h00 - Séance plénière 2 - P.16

Prise en compte globale de la personne : quel niveau de politique territoriale, quelle articulation, quel pilotage, quels niveaux d'intervention ?

17h30 - Clôture



PARCOURS THÉMATIQUES

Aide sociale à l'enfance

Personnes âgées

Personnes handicapées

Enfance jeunesse

Transverse

Santé

Logement

Insertion

Egalité et identité

Aide sociale à l'enfance

- *Atelier 4* - Quels accompagnements pour les jeunes en difficultés multiples ?
- *Atelier 10* - Informations préoccupantes
- *Atelier 14* - Assistants familiaux, une professionnalisation à développer et à accompagner
- *Atelier 21* - Mineurs étrangers isolés

Personnes âgées

- *Atelier 1* - Accompagnement des aidants familiaux
 - *Atelier 7* - Evolutions et adaptation du logement des personnes âgées
 - *Atelier 13* - Organisation médico-sociale coordonnée au service de l'utilisateur
 - *Atelier 24* - Le CESU pour financer la professionnalisation de l'aide à domicile
-
- *Forum 1* - Partage au fil des âges
 - *Forum 2* - PEPSEO : une solution innovante pour favoriser le maintien à domicile
 - *Forum 4* - La maladie d'Alzheimer, un défi médical et sociétal redoutable
-
- *Labo 1* - Gérontechnologies
 - *Labo 4* - Club des volontaires MAIA

Personnes handicapées

- *Atelier 1* - Accompagnement des aidants familiaux
- *Atelier 9* - Emploi et Insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
- *Atelier 16* - Prise en charge du handicap en Belgique
- *Atelier 24* - Le CESU pour financer la professionnalisation de l'aide à domicile

Enfance jeunesse

- *Atelier 12* - Scolarisation des enfants du voyage
 - *Atelier 19* - Coordination de la politique de la jeunesse dans les collectivités
-
- *Forum 1* - Partage au fil des âges
-
- *Labo 6* - Accessibilité de tous au dispositif d'accueil du jeune enfant

Transverse

- *Atelier 2* - Partage de données nominatives entre institutions
 - *Atelier 8* - Politique de la ville : redéfinition de la géographie prioritaire
 - *Atelier 11* - Appel à projets sur le secteur médico-social
 - *Atelier 18* - Laïcité et travail social
 - *Atelier 23* - MASP : contrat d'accompagnement libre ou contraint ?
-
- *Forum 3* - Concentration dans le secteur social et médico-social
 - *Forum 5* - L'outil informatique : une composante incontournable de la conduite de projets dans le domaine social
-
- *Labo 5* - Dématérialisation, numérisation et archivage : un atout pour le développement durable

Insertion

- *Atelier 3* - RSA : quelle réponse à l'utilisateur ?
 - *Atelier 9* - Emploi et Insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
 - *Atelier 15* - Micro-crédit personnel : une réponse adaptée aux populations exclues de l'accès aux prêts
 - *Atelier 20* - Le chéquier d'accompagnement au RSA
 - *Atelier 22* - FSL et ASLL
-
- *Labo 2* - Développement durable et publics défavorisés
 - *Labo 6* - Accessibilité de tous au dispositif d'accueil du jeune enfant

Egalité et identité

- *Atelier 2* - Partage de données nominatives entre institutions
- *Atelier 12* - Scolarisation des enfants du voyage
- *Atelier 18* - Laïcité et travail social
- *Atelier 21* - Mineurs étrangers isolés

Santé

- *Atelier 6* - Plan National Nutrition Santé
 - *Atelier 17* - Santé et gens du voyage
-
- *Forum 4* - La maladie d'Alzheimer, un défi médical et sociétal redoutable
-
- *Labo 3* - Désertification médicale

Logement

- *Atelier 5* - Délégation des aides à la pierre et politique de solidarité
- *Atelier 7* - Evolutions et adaptation du logement des personnes âgées
- *Atelier 22* - FSL et l'ASLL



Lundi
19

Programme

8h45 - 9h15 - Accueil des participants et café sur l'espace salon offert par GFI



9h30 - 10h00 - Ouverture

Michel MERCIER, Ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, Président du Conseil général du Rhône
Philippe BOYER, Président d'IDEAL Connaissances
Pierre JAMET, Directeur général des services du Conseil Général du Rhône

10h00 - 11h30

SÉANCE PLÉNIÈRE 1 La prise en compte de la précarité dans les politiques sociales

Les frontières et les notions de la précarité évoluent et nécessitent que les collectivités territoriales adaptent sur le terrain leurs réponses aux publics. En effet, dans un contexte de conditions socio-économiques dégradé, un nombre croissant de personnes sont confrontées à une perspective de précarisation. De nouveaux besoins sociaux sont en train d'émerger qui interrogent et questionnent les organisations et l'action sociale et médico-sociale alors que leurs exercices budgétaires sont de plus en plus contraints.

Présidée par : Philippe POTTIEE-SPERRY, Rédacteur en chef de la Gazette Santé Social

■ L'espace politique du travail social, entre modèle social national et problématiques locales

Michel CHAUVIERE, Directeur de recherche au CNRS, Membre du Centre d'Etudes et de Recherche de Sciences Administratives et Politiques de l'Université de Paris-2

■ Yvan FERRIER, Directeur de la Solidarité Départementale du Conseil général du Gard, Président de l'ANDASS

■ Albéric de LAVERNEE, Vice-président du Conseil général du Rhône

■ Sandrine RUNEL, Déléguée générale Rhône-Alpes de la FNARS

11h30 - 12h30 - Visite du salon et séance de deux forums en simultané

1 Partage au fil des âges : 3 exemples de Partenariat Public Privé intergénérationnels réussis

Parrainé par



■ Gribouill'Age : une crèche originale à la convergence des besoins des professionnels d'établissements de santé publics et privés* (Seine et Marne)

Bernard COUE, ancien Directeur de la Petite Enfance et de la Famille de la Ville de NANTES et Directeur adjoint de Gribouill'Age
Françoise PLAISANCE, Directrice du SSR Institut Médical de Serris et de l'EHPAD Berges du Danube - Le Noble Age

■ L'eau, la belle aventure : quand la plume de nos aînés se mêle aux pinceaux de nos artistes en herbe

■ Ce soir, on sort : bras dessus, bras dessous, les moins vieux et les moins jeunes deviennent complices d'un soir le temps d'un spectacle

Françoise PLAISANCE, Directrice du SSR Institut Médical de Serris et de l'EHPAD Berges du Danube - Le Noble Age

*avec le soutien et le partenariat du Centre Hospitalier de Marne la Vallée

Forum
Enfance jeunesse
Personnes âgées

Parrainé par



2 PEPSEO : une solution innovante pour favoriser le maintien à domicile

Une nouvelle plateforme de services, support technologique à l'action sociale des collectivités locales pour faire face au défi du maintien à domicile

■ Madjid HAMICI, Directeur Général d'Hippocad - Co entreprise du Groupement PEPSEO

Forum
Personnes âgées

12h30 - Déjeuner

*sous réserve



Lundi
19

Programme

14h00 - 15h30 - Séance de 6 ateliers en simultané

1 Accompagnement des aidants familiaux

Les aidants familiaux acquièrent au fil du temps un savoir-faire et une compétence certaine, qui gagneraient à être connus et reconnus, sans confusion des rôles. Comment valoriser et capitaliser ce partage des savoirs pour une meilleure prise en charge de qualité de la personne aidée ?

Présidé par : Jean-Paul DELORME, Vice-président du Conseil général du Rhône

■ Dynamique psychologique et relationnelle de l'aide familiale dans les contextes de handicap, de maladie, de survenue de dépendances

Catherine ROOS, Psychologue clinicienne, intervenante en Centre Régional de Prévention, travaux de recherche et organisation de soutien de malades et d'aidants familiaux

■ Les besoins et attentes des aidants familiaux de personnes handicapées vivant à domicile

Eliane CORBET, Directrice technique du CREA

■ Accompagner un proche âgé, proches et professionnels face au vieillissement et au continuum de la vie

Pascal DREYER, Consultant indépendant, auteur de "Quand nos parents vieillissent"

Atelier
Personnes handicapées
Personnes âgées

2 Partage de données nominatives entre institutions : données nominatives informatisées ou manuelles et listes de dossiers personnels

La loi permet à des autorités publiques de se faire communiquer, dans le cadre de leurs missions et sous certaines conditions, des informations issues de fichiers. En dehors de ces cas, cela constitue une infraction pénale.

- Qu'observe-t-on aujourd'hui dans les collectivités ?

- Où placer le curseur pour préserver les droits fondamentaux des personnes et bénéficier des progrès de la gestion informatisée ?

- S'agissant du dossier médico-social partagé, informatisé et non informatisé, quelle est la meilleure protection de l'individu ?

Présidé par : Claude DUCOS-MIERAL, Directrice de l'Observatoire départemental du Conseil général du Rhône

■ Le Conseil général, un acteur au cœur de la transmission d'informations entre institutions

Paule LAIDEBEUR, Responsable du Pôle Pilotage et Prospective à la Direction Générale de l'Action Sociale du Conseil général du Nord

■ Pour un partage des informations essentielles sur une personne âgée, en vue de la coordination de sa prise en charge médico-sociale

Michel VERMOREL, Médecin conseil et chef de service à l'Assurance maladie Echelon régional du service médical, Rhône-Alpes, Chef de projet, volet "SROS Vieillesse" du SISRA (Système d'information de santé de la région Rhône-Alpes)

■ L'action sociale territoriale en situation d'urgence et la nécessité de disposer d'informations sur les publics vulnérables

Marie MALLET, Conseillère technique en charge de l'observation, du développement, de l'innovation et de l'expérimentation de l'UNCCAS (Union nationale des centres communaux d'action sociale)

■ Les transmissions d'informations nominatives, cadre légal et situations particulières

Marie-France CALLU de l'IFROSS

Atelier
Transverse
Egalité et identité

3 RSA : réponse à l'usager

Dans la mise en œuvre du RSA, comment ont été pensés les dispositifs d'accueil ? Gestion des listes d'attente, partenariat mis en place avec le pôle emploi et les CAF, formation des instructeurs, mises en place des plateformes,...

Présidé par : Pierre COMBES*, 5^e Vice-Président du Conseil général de la Drôme, chargé de la politique de la Ville et de l'insertion

■ Le RSA en Saône et Loire : un dispositif de réponse à l'usager rapide, de qualité, et concerté

Séverine DESOUSA, Directrice de l'Insertion du Conseil général de Saône-et-Loire

■ Convention d'orientation et dispositif d'accompagnement du Rhône

Martine MONTMASSON, Directrice du service Insertion Pôle Intégration sociale du Conseil général du Rhône

■ Enjeux et intérêts d'un partenariat renouvelé dans le cadre du projet territorial

Liliane DEVELAY, Directrice Insertion logement du Conseil général de la Drôme

Atelier
Insertion



Lundi
19

Programme

4 **Quels accompagnements pour les jeunes en difficultés multiples dits "incasables"**

Parrainé par 

Atelier
Aide sociale à l'enfance

Les représentations de ces jeunes par la justice, l'éducation nationale et la protection de l'enfance sont-elles très différentes ? Quelles mises en commun des analyses et quels partages d'informations entre institutions ? Quels modes d'accompagnements ? Comment parvenir à des prises en charges coordonnées améliorant leur parcours de vie ?

Présidé par : David PIOLI, Chargé d'étude à l'ONED

- Un représentant d'une Direction de la protection de l'enfance et de la jeunesse d'un département d'Ile-de-France
- Christian MARTIN, Directeur de l'ITEP Pilot et de l'IME Crué, Association Lehugeur-Lelièvre
- Pierre MOISSET, Sociologue consultant spécialisé sur les politiques d'accueil de la jeunesse et de l'enfance en danger
- Augustine LENGLOS, Chargée de mission des Dispositifs d'aide aux élèves en grande difficulté de l'Inspection académique Arras

5 **Délégation des aides à la pierre et politique de solidarité**

Parrainé par



Atelier
Logement

Comment les délégataires des aides à la pierre, désormais nombreux sur le territoire national, relient les mesures d'aide sociale à l'offre de logements dégagee en coordination avec les partenaires de la délégation ?

Présidé par : Denis PERRON, Vice-président du Conseil général de l'Ain et Maire de Saint-Etienne-du-Bois et Jacques CHAPEAU, Responsable du service Habitat du Conseil général de l'Ain

- Anne BERTY, Directrice de l'Habitat et des Solidarités de Nantes Métropole
- Adalogis, un dispositif interactif pour rapprocher l'offre et la demande de logements accessibles, adaptés, adaptables
Bruno SAVY, Directeur du CAL-Pact de l'Ain

6 **Promotion de la santé, du plan national à l'action locale, exemple du PNNS (plan national nutrition santé)**

Atelier
Santé

L'approche des plans nationaux de santé publique tel que le PNNS oblige les collectivités souhaitant s'y inscrire à avoir une approche globale et transversale de leur rôle dans la promotion de la santé. Comment une collectivité instaure t'elle ces démarches ? Quel rôle pour le médecin territorial qui tend de plus en plus à être garant pour sa collectivité d'une approche transversale ? Comment le Département peut-il mener une politique de prévention en aidant les filières ?

Présidé par : Bernard FIALAIRE, Vice-président du Conseil général du Rhône

- **Les évolutions des missions des médecins territoriaux**
Sophie PAMIES de l'association Méditorriales et Conseil Technique Santé du Conseil général du Rhône
- **"Tous en forme en Moselle", une politique nutritionnelle menée en cohérence au plus près des populations départementales**
Docteur Brigitte HONORE, Médecin de santé publique, conseiller auprès du Président du Conseil général de la Moselle
- Viviane BAYAD, Responsable du Pôle santé du CNFPT

15h30 - 16h00 - Pause



Lundi
19

Programme

16h00 - 17h30 - Séance de 6 ateliers et 2 forums en simultané

Parrainé par  Fondation CAISSES D'ÉPARGNE pour la solidarité

Atelier Logement Personnes âgées

7 Evolutions et adaptation du logement des personnes âgées

Entre le domicile des seniors et les EHPAD, il manque des structures pouvant accueillir des personnes entre 70 et 85 ans, encore autonomes, mais qui ne sont plus en mesure d'entretenir des logements trop grands ou inadaptés à leur handicap physique naissant. L'un des enjeux consiste à proposer des lieux de vie adaptés permettant aux personnes de préserver leur autonomie et leurs liens sociaux, tout en bénéficiant d'un logement sécurisé doté de domotique et d'une surveillance médicale personnalisée.

Présidé par : Maryvonne LYAZID, Adjointe du Directeur général de la Fondation Caisses d'Épargne pour la solidarité

■ Le maintien à domicile des travailleurs migrants vieillissants à travers une expérimentation d'adaptation d'unités de vie sur le site du Petit-Barthélémy à Aix en Provence

Docteur Anne FEVOTTE, Gériatre Conseil pour ADOMA

■ Charte sur le logement adapté dans le Rhône

Nicole CAMBIER, Directrice de l'action sociale de l'APICIL

Pierre JAMET, Directeur général des services du Conseil général du Rhône

■ Les offres de logements pour assurer la complémentarité entre le domicile et l'établissement

Christophe LE PAIH, Directeur de l'ANRESPA

Atelier Transverse

8 Politique de la ville : redéfinition de la géographie prioritaire

Les Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) arrivant à terme, leur renouvellement prochain conduit le gouvernement à décider un large mouvement d'évaluation, mais aussi de redéfinition de la géographie prioritaire.

- La réforme de la géographie prioritaire va-t-elle consacrer la mise en œuvre d'une politique d'égalité de traitement et de lutte contre les discriminations ?
- Comment les nouveaux CUCS vont-ils intégrer des objectifs de développement durable ?
- Comment mettre en place des moyens assurant une bonne ingénierie locale ?
- Comment animer une mobilisation des élus pour qu'ils coordonnent les acteurs locaux ?

Table ronde avec des élus et des représentants de communautés urbaines précisées sur le site en septembre

Atelier Insertion Personnes handicapées

9 Emploi et Insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

Parrainé par  CNSA  FIPHFP Ensemble, pour une fonction publique exemplaire

Quelles sont les formes de reconnaissance du handicap qui ouvrent le bénéfice des aides ? Quelles relations entre le FIPH-FP et la MDPH, l'employeur et la MDPH ? Comment assurer une bonne articulation des aides tout en simplifiant les démarches des personnes handicapées ?

Présidé par : Bernadette MOREAU, Directrice de la Compensation de la CNSA et Jean-François de CAFFARELLI, Directeur du FIPH-FP

- Colette GOUBET-GRANON, Directrice du Cap Emploi 71 handisertion, Réseau national Ohé Prométhée
- Frédérique CHARBIN, Chargée de mission au sein de la DRH de la Ville de Villeurbanne et un directeur
- Annie CURTELIN, Directrice de la MDPH de Savoie
- Françoise LAMURE, Référent Insertion professionnelle de la MDPH du Rhône

Atelier Aide sociale à l'enfance

10 Informations préoccupantes

Quelles suites donner à partir de la réception par la cellule départementale des informations préoccupantes ?

La mise en œuvre des cellules départementales de recueil-traitement-évaluation des informations préoccupantes dans les départements est progressive, de réalité diverse selon les lieux. Elle renvoie à des questions et des difficultés en matière de modalités d'organisation du dispositif, partenariat et protocole, définitions, traitement et évaluation de l'information préoccupante : articulation ASE-PMI, polyvalence et articulation avec les partenaires, respect des délais, suivi du dispositif, coût des mises en œuvre, pré-tri des évaluations.

Présidé par : Florence LIANOS, Bureau de l'enfance de la DGAS et Damien MULLIEZ, sous directeur des missions de protection judiciaire et d'éducation du Ministère des Affaires sociales

■ Retour sur un an de mise en pratique d'un protocole : avancées et écueils

Lucie TARAJEAT, Chef du service Enfance Jeunesse famille du Conseil général de la Savoie

■ La cellule unique, outil d'expertise centralisé des situations de danger

Nathalie AUDOUARD, Conseillère Mission Action Sociale du Conseil général des Pyrénées Orientales, Cellule Unique Informations Préoccupantes, Enfance en danger - Adultes vulnérables

- Un magistrat d'un parquet des mineurs



Lundi
19

Programme

11 Appel à projets sur le secteur médico-social, un changement de logique instauré par la loi "Hôpital, patients, santé, territoires"

Atelier
Transverse

D'un passage d'une procédure d'autorisation après avis du CROSMS... à un système d'appel à projets. La procédure d'appel à projets instaurée par la loi "HPST" modifie le régime d'autorisation des établissements et services médico-sociaux et prévoit la suppression des CROSMS à compter de janvier 2010. Le Rhône fera part de son travail de réflexion sur ce sujet en concertation avec des associations.

Présidé par : François BARADUC, Vice-président du Conseil général du Rhône

■ Les appels à projets : un nouveau mode de développement de l'offre

Un représentant de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Rhône

■ Du PRIAC aux appels à projets

Un représentant de la DDASS du Rhône

■ Le projet pilote "appels à projets" : objectifs et enseignements

Jeanne BROUSSE, Responsable du pôle programmation de l'offre de services à la direction des établissements et services médico-sociaux de la CNSA

■ Les appels à projets : un progrès ? Quelle gouvernance mettre en place ?

Benoît TESSE, Administrateur de l'URAPEI

12 Scolarisation des enfants du voyage

Atelier
Enfance jeunesse
Egalité et identité

Le droit à l'éducation concerne les enfants du voyage quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou ethnique.

- Quels sont les rapports des enfants du voyage aux apprentissages, au savoir, à l'école ? Quelles sont les difficultés et les réponses pédagogiques apportées par les académies ?

- Quelles actions peuvent être mises en œuvre pour améliorer la fréquentation scolaire des enfants du voyage ?

■ Scolariser un enfant du voyage : les dispositifs mis en place par l'Académie du Rhône

Marie CANNIZZO, Chargée de la scolarisation des enfants du voyage à l'Inspection académique du Rhône

■ Un dispositif de suivi des apprentissages en lecture avec des enfants du voyage :

les Espaces numériques de travail

Jean-Marc LARGE, Enseignant spécifique auprès des enfants du voyage, Inspection académique de Vendée

■ Le CNED et le droit à l'instruction

Elisabeth CLANET-LAMANIT, Chargée de mission pour la formation des gens du voyage et des publics itinérants au CNED

3 La concentration dans le secteur social et médico-social : l'inéluctable mouvement ?

Forum
Personnes handicapées

Nouvelles contraintes financières, densification réglementaire, difficile renouvellement de la gouvernance, concurrence du secteur lucratif... Comme toute organisation, les associations doivent faire face à un environnement qui évolue, et chercher à s'adapter en permanence. Ce forum est l'occasion de faire le point sur les différentes possibilités de regroupement offertes aux associations, et les conséquences d'un probable mouvement de concentration du secteur pour leurs interlocuteurs publics.

■ Loïc JEMBRUN, Avocat associé, Cabinet Jakubowicz

■ Anne-Valérie DOMMANGET, Groupe SOS

Parrainé par



GROUPE SOS

4 La maladie d'Alzheimer, un défi médical et sociétal redoutable

Forum
Santé
Personnes âgées

Face à une population qui vieillit, la maladie d'Alzheimer est un risque qui doit mobiliser toutes les énergies. Les aspects épidémiologiques, la recherche fondamentale, les progrès dans le diagnostic thérapeutique et l'enjeu de la prévention seront abordés dans cette session.

■ Bernard LAURENT, Professeur de neurologie au Centre mémoire recherche et ressources de l'université de Saint Etienne

■ Pierre KROLAK-SALMON, Professeur et praticien Hospitalier Universitaire de l'Hôpital des Charpennes de Lyon

Parrainé par

Cartamundi 



18h30 - Fin de la première journée

*sous réserve



9h00 - 10h30 - Séance de 6 ateliers en simultané

13 **Une organisation médico-sociale coordonnée au service de l'utilisateur**

Le département du Rhône est volontairement engagé dans une politique de développement de la coordination gérontologique dont il est le chef de file et dans une politique territoriale avancée. L'élaboration d'un parcours optimisé de la personne âgée entre le domicile et les établissements sanitaires ou médico-sociaux implique le développement d'un véritable réseau gérontologique, associant les établissements, les services d'aide à domicile et les Maisons du Rhône, mais aussi les structures sanitaires.

Présidé par : Didier BOLMONT, Directeur du service établissements personnes âgées du Conseil général du Rhône

■ Introduction sur la politique départementale en matière de coordination gérontologique
Docteur Maryse VOCANSON, Directrice du service coordination médico-sociale, Pôle PA/PH du Conseil général du Rhône

■ Réunir des EHPAD et des services d'aide à domicile autour de projets communs : présentation du réseau gérontologique Turdines-Brévennes
Docteur Cécilia DESCOURT-GADIOLET, Médecin gérontologue du réseau de l'hôpital de Tarare

■ Projet de réseau gérontologique sur le territoire de Lyon 3^{ème} et Lyon 7^{ème}, s'inscrivant dans la continuité d'une coordination de plus de 20 ans
Anne-Marie GENTET, Responsable des services infirmiers à la Fondation du Dispensaire général de Lyon

■ Expérience d'une coordination gérontologique locale portée par une unité territoriale : La Maison du Rhône de Sainte-Foy-les-lyon
Docteur Odile PEYRARD, Médecin PA/PH à la Maison du Rhône de Sainte-Foy-les-lyon

14 **Assistants familiaux, une professionnalisation à développer et à accompagner**

La Loi du 27 juin 2005 et ses décrets d'application mettent l'assistant familial au centre du projet éducatif concernant les enfants confiés, dans un réel travail de partenariat avec les autres acteurs de la protection de l'enfance.

Présidé par : Philippe MIQUEL, Directeur de la famille et de l'enfance du Conseil général de l'Aisne

■ D'une formation contrainte à une professionnalisation accomplie en passant par un diplôme choisi
Anne VIGNERON, Directrice de la section sociale de l'Ecole Rockfeller

■ Assistant familial : une intervention indispensable mais complexe
Françoise NEYMARC, Juge pour enfants, Présidente du Tribunal pour enfant de Lyon

■ L'accueil familial, une réponse d'avenir
Michel HOUILLON, Directeur général de la Société Lyonnaise pour l'Enfance et l'Adolescence

15 **Microcrédit personnel : une réponse adaptée aux populations exclues de l'accès aux prêts**

Le fonds de cohésion sociale géré par la Caisse des Dépôts garantit des microcrédits pour financer des projets personnels. Certaines banques et des réseaux accompagnants qualifiés suivent les bénéficiaires pendant toute la durée du prêt.


Présidé par : Stéphane GAUCHER, Directeur du service établissements personnes handicapées - Pôle PA/PH du Conseil général du Rhône

■ Pascal POUZET, Chargé de mission sur le microcrédit à la Caisse des Dépôts et Consignations

■ Marianne BLANDIN, Chargée du Développement territorial à la Caisse des Dépôts et Consignations

■ Robert SBAFFO, les Resto du cœur

■ Bernard BAZIN, Directeur d'agence Parcours Confiance Rhône Alpes de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Parrainé par 

16 **La prise en charge du handicap en Belgique : une approche différente**

En Belgique, les établissements apparaissent comme étant plus spécialisés par niveau de déficience, et moins segmentés par type de handicap. Afin de tirer des enseignements de cet exemple belge et d'envisager de les reproduire en France, il semble pertinent de préciser les caractéristiques principales de la prise en charge proposée dans les établissements belges, le lien avec le secteur sanitaire et les apports et difficultés liés à ce mélange des populations.

Présidé par : Stéphane GAUCHER, Directeur du service établissements personnes handicapées - Pôle PA/PH du Conseil général du Rhône

■ État des lieux et recensement des personnes françaises en situation de handicap prises en charge en Belgique
Un intervenant à confirmer

■ La prise en charge en Belgique, une approche différente
Simon BAUDE et Jean RIGUELLE de l'Agence Wallonne d'Intégration des Personnes Handicapées

■ Analyse comparative de la prise en charge de l'autisme en Belgique et en France
Un intervenant à confirmer

■ Le Carrosse, un exemple d'établissement belge
Benoît DUPLAT, Administrateur délégué de l'Etablissement Le Carrosse



17 Santé et gens du voyage

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil des gens du voyage prévoit la mise en place d'un accompagnement social au sein duquel doivent figurer des mesures visant à améliorer l'accès à la prévention et aux soins. Quel est l'état de santé général des gens du voyage aujourd'hui ? Quelles actions peuvent être mises en œuvre pour améliorer la santé des gens du voyage ?

Atelier Santé

- Sigolène MURAT, Coordinatrice santé de la Ville de Bourgoin Jallieu, membre du Réseau Français des Villes Santé
- Zoé HERITAGE, Chargé de mission, Réseau Français des Villes Santé de l'OMS
- Pascale DUCROT, Médecin territorial du Conseil général de la Loire

18 Laïcité et travail social

Les travailleurs sociaux sont confrontés à une fracture sociale qui devient de plus en plus une fracture territoriale, ethnique, culturelle et religieuse... La montée apparente des revendications identitaires est-elle une menace ou un enrichissement ? Comment faire entre le respect nécessaire de la loi et les règles qui gèrent la société toute entière, et la nécessité de ne pas créer de rupture du lien social avec des populations souvent précarisées ?

Atelier Transverse
Egalité et identité

Présidé par : Anne-Camille VEYDARIER, Directeur général adjoint, Pôle Intégration sociale du Conseil général du Rhône

- **Quel travail pour quel lien social ? : laïcité, droits et entraide communautaire**
Mohamed-Cherif FERJANI, Professeur à l'Université Lyon 2 de Sciences politiques et des civilisations arabes
- **La laïcité comme atout pour l'accès aux droits et à la citoyenneté**
Chahla BESKI-CHAFIQ, Directrice de l'Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté (ADRIC)
- Sylvestre WOSNIAK, Responsable de la Pastorale à la Fondation d'Auteuil

10h30 - 11h00 - Pause

11h00 - 12h30 - Séance de 6 ateliers et un forum en simultané

19 Quelle coordination de la politique de la jeunesse dans les collectivités ?

Les politiques de jeunesse sont au cœur des questionnements des collectivités. La première question qui se pose dès que l'on parle politique de jeunesse est : comment répondre aux attentes et aux besoins des jeunes sur leur territoire ? Pour cela, une politique jeunesse doit pouvoir réunir tous les acteurs concernés afin de rendre efficace les actions sur le long terme.

Atelier Enfance jeunesse

Présidé par : Isabelle DORLIAT, Directrice générale adjointe du pôle Enfance Famille et PMI du Conseil général du Rhône

- **"L'enfant citoyen en Europe" : un état des lieux**
Jean Claude RICHEZ, Chef d'unité de la recherche des études et de la formation à l'Institut National Jeunesse et Education Populaire
- **La coordination d'une politique enfance jeunesse... un enjeu majeur**
Manuel BERTIN, Coordonateur, Enfance Jeunesse Education de Villenave d'Ornon
- Anne BERNHARD, Mission jeunesse du Conseil général de la Savoie et Rémi SERAIN, Chargé de mission de l'association Savoie vivante

20 Le chéquier d'accompagnement au RSA : un outil innovant pour votre politique sociale

Vous souhaitez accompagner au mieux les bénéficiaires lors d'une reprise d'activité ?

Créé par le Groupe Chèque Déjeuner, le chéquier d'accompagnement au RSA (en Chèque de Services ou en Chèque Domicile/CESU) vous permet de mettre en place une aide personnalisée de retour à l'emploi attribuée aux bénéficiaires du RSA afin de prendre en charge tout ou partie des coûts auxquels ils doivent faire face lorsqu'ils débutent ou reprennent une activité professionnelle.

La compétence historique des collectivités et organismes sociaux en insertion et l'expérience du Groupe Chèque Déjeuner en matière de Chèque d'Accompagnement Personnalisé et de Chèque Emploi Service Universel se conjuguent déjà sur certains dispositifs relevant des solidarités. Le RSA pourra-t-il aussi bénéficier de ces outils ?

En partenariat avec l'ANSA (Agence Nouvelle des Solidarités Actives) qui reviendra sur la mise en œuvre du RSA au sein des collectivités.

Parrainé par

groupe
chequedejeuner



Atelier Egalité et identité Aide sociale à l'enfance

21 Mineurs étrangers isolés

Les mineurs isolés, qui ne sont pas toujours considérés avant tout comme des mineurs en danger, doivent être protégés.

- Comment se diriger vers une réelle prise en charge socio-éducative pour ces publics ?
- La présomption de minorité n'est pas la règle et le recours aux tests osseux non fiables provoque des absurdités qui font fuir ces mineurs déjà volatiles.
- Comment, dès l'accueil, se préoccuper d'un projet spécifique adapté qui prenne en compte la perspective de leur majorité ?

Présidé par : Françoise SIMON, Directrice de l'Enfance et de la Famille du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Table ronde avec :

- Jean RIVOIRE, Correspondant territorial pour la défense des enfants pour les départements du Rhône et de l'Ain
- Pierre OLMETA, Directeur des Interventions Sociales et Sanitaires du Département de la Haute-Corse représentant le Réseau euro méditerranéen pour la protection des Mineurs Isolés
- Jean-François MARTINI, Juriste, permanent au Groupe d'Information et de Soutien aux Immigrés
- Olivier DUPLAN, Directeur de la MECS de Quillan, Fondation d'Auteuil

Atelier Insertion Logement

22 Le Fonds de Solidarité pour le Logement et l'ASLL

Les mesures d'accompagnement social lié au logement visent à permettre une insertion durable des ménages et la résolution de leurs problèmes de logement. Mais c'est une mesure volontaire qui repose sur l'engagement réciproque entre accompagnant et accompagné. Les mesures d'accompagnement social s'étant élargies et pouvant être couplées à un accompagnement dans le DALO, quelles sont les perspectives d'utilisations par les départements et leurs partenaires associatifs de ce dispositif ?

Présidé par : Jean-Pierre DUBOIS-POT, Directeur Territorial chargé de l'Habitat du Conseil général de la Meurthe-et-Moselle

■ Une maison de la veille sociale qui réalise les diagnostics pour les ménages

Christine VIGNES, Déléguée départementale du Rhône de la FNARS

■ Présentation du travail d'évaluation de l'ASLL et du positionnement des conseillers ASLL

Hélène CHARRON, Chef de bureau Logement, Ville et fonds d'aide financière ASLL du Conseil général de l'Orne et Donatienne CASTEL-CHAPELAIS, Responsable du service social départemental de l'Orne

■ Coordination et maillage de l'ASLL entre les opérateurs et le Rhône : un levier pour l'insertion

Christine PERRIN-NIQUET, Directrice du service logement, Pôle intégration sociale du Conseil général du Rhône

Atelier Transverse

23 MASP : contrat d'accompagnement libre ou contraint ?

La loi de réforme de la protection juridique des majeurs prévoit la suppression des mesures de tutelles aux Prestations Sociales (dite TPSA) et charge le département d'apporter aux bénéficiaires de ces prestations une aide à la gestion de celles-ci et un accompagnement social individualisé, sous le nom de MASP. Dans ce cadre, la contractualisation s'impose autant à l'usager qu'au travailleur social.

Y a-t-il possibilité de contourner la contrainte, pour faire de ce contrat une modalité d'expression pour l'usager ?

Peut-on faire de ce contrat un véritable outil de travail social ? Comment ?

Comment protéger sans diminuer, impliquer la personne, en l'informant et en la rendant active ?

Présidé par : Céline OSSOU, Service Etablissements personnes handicapées Pôle PA/PH du Conseil général du Rhône

■ Cadre général de la réforme protection juridique des majeurs et présentation de la MASP

Murielle ROBERT NICOUUD, Présidente du Tribunal d'Instance de Montbéliard et co-présidente de l'association nationale des juges d'Instance

■ MASP : le contrat, un objet de contraintes supplémentaires

Laurent PUECH, Vice-président de l'Association nationale des assistants

■ La MASP : un nouvel outil de travail social

Paule LABOPIN, Directrice du pôle adulte de l'UDAF du Rhône

Parrainé par



Atelier Personnes handicapées Personnes âgées

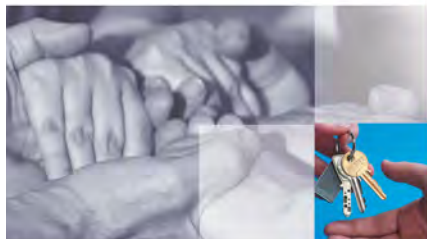
24 Le CESU pour financer la professionnalisation de l'aide à domicile

La professionnalisation des services d'aide à domicile aux publics fragiles renchérit le coût des interventions en même temps qu'elle en accroît la qualité. Les contraintes pesant sur les budgets départementaux peuvent ainsi donner lieu à des injonctions contradictoires et freiner les progrès en matière de professionnalisation. Un moyen de dégager des moyens supplémentaires réside dans le renforcement du contrôle de l'effectivité de l'aide. Effectué grâce au paiement des prestations en CESU, ce contrôle permettrait de dégager des économies, qui pourraient être réinvesties partiellement dans la prise en charge du coût réel d'intervention par des équipes plus qualifiées.

Présidé par : Louis-Xavier COLAS, Chargé d'étude pour le développement d'aide à domicile de la CNSA

Table ronde avec les intervenants :

- Dominique ZUMINO, Responsable Action Sociale de l'ANSP
- Nicole BERLIERE-MERLIN, Directeur général adjoint du Pôle PA/PH du Conseil général du Rhône
- Pierre DEMORTIERE, Directeur du Développement de l'UNA
- Christian FOURREAU, Association du service à domicile ADMR



Mardi
20

Programme

5 L'outil informatique : une composante incontournable de la conduite de projets dans le domaine social

Forum Transverse
La réponse à un besoin individualisé dans le cadre d'une ingénierie sociale informatisée pour la mise en œuvre d'une politique publique.

Les systèmes d'information apportent une cohérence globale et permettent d'optimiser le recueil d'information. Ils contribuent à améliorer la connaissance et le suivi des populations et sont une composante forte du pilotage d'activité.

Présidé par : Denis IMHOFF, Directeur général adjoint du pôle Moyens des services Conseil général du Rhône

La gestion informatisée des données, pilier de la modernisation et de la rationalisation : apports et contraintes

La technologie de l'information au service de la modernisation des services publics, la rationalisation des procédures, la simplification des démarches administratives ainsi que la réduction des coûts sont des enjeux que les collectivités doivent se fixer.

■ **La télégestion dans le Rhône - retour d'expérience sur un projet informatique dans le domaine social**

Alain GONTARD, Directeur du secteur public
et Pierre-Yves MOUTIN Consultant manager d'Alligra

■ **Le management de projets SI et conduite du changement**

Frédéric BOUCHILLOU, Manager Senior
et Isabelle FIEUX, Manager d'Algoé Consultants

12h30 - 14h00 - Déjeuner

14h00 - 15h30 - Séance de 6 laboratoires de l'innovation en simultané

1 Gêrontechnologies

Labo Personnes âgées
Pionnier du Téléalarme, s'appuyant sur ses compétences TIC et sur son savoir-faire industriel en mécanique, la Haute Savoie a lancé un programme complet de Gêrontechnologies, avec un site web dédié aux services en direction des personnes âgées, des "Cyber-Espaces" au sein des établissements de son territoire, une expérimentation départementale de géolocalisation dans le cadre du projet national ESTIMA (Evaluation Socio-Sanitaire de Technologies de l'Information pour la géolocalisation de Malades de type Alzheimer) et une adaptation des matériels de Téléalarme.

- Docteur Nicole VIDAL, Médecin Départemental chargé de la Gêrontologie du Conseil général de la Haute Savoie
- Jean Claude FERNANDEZ, Conseiller Scientifique du Conseil général de la Haute Savoie

Parrainé par



2 Intégrer la dimension sociale du développement durable : comment associer les publics défavorisés

Labo Insertion
Comment favoriser l'adoption des pratiques de développement durable par les citoyens ?

■ **La plateforme "Bougez vers l'emploi" d'accompagnement des personnes en parcours d'insertion vers une mobilité autonome mise en place à la Ciotat et à Aubagne**

Karim AIT YUCEF, Responsable des pôles Mobilité durable et insertion de Voiture&Co

■ **Prendre en compte le développement durable dans les fonds sociaux d'aide au logement : un nouvel enjeu**

Nicolas BERUT, Conseiller technique territorial du Conseil général de la Loire

■ **L'auto réhabilitation accompagnée, la ré appropriation d'un logement avec une éducation pédagogique aux économies d'énergie**

Christine VALETTE, Chef de projet des Compagnons bâtisseurs de Provence
Marie-Christine IACCARINO, Chef de projet CUCS de la Ville de Saint Maximin

*sous réserve



3 Désertification médicale

Labo Santé Les élus locaux, en particulier des territoires ruraux ou de territoires péri urbains défavorisés sont très sensibilisés à la question de l'accès aux soins de premier recours. Des expériences de plusieurs collectivités locales et une évaluation de l'impact de divers dispositifs seront proposées. Une ouverture sur les actions à entreprendre sera réalisée. Quels dispositifs sont mis en place afin de répondre à l'enjeu du recrutement ?

Présidé par : Françoise BURLAUT, Directrice générale adjointe du Conseil général de Saône-et-Loire

- Bernard COUÉDEL, Président de la Communauté de Communes du Haut-Vivarais, Pôle d'excellence rurale "Réseau de santé en milieu rural"
- Un représentant de l'URML Rhône-Alpes*

4 "Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer" : rencontre avec le club des volontaires

Parrainé par


Labo Personnes âgées Les MAIA ont été définies pour la première fois dans le Plan Alzheimer 2008-2012. Elles font l'objet de la mesure 4. Dispositifs innovants, elles auront pour objet d'améliorer la lisibilité du système d'accompagnement d'aide et de soins en renforçant la coordination entre tous les intervenants. Le lancement des expérimentations a eu lieu en janvier 2009. La première étape a consisté à effectuer un état des lieux des acteurs en présence et des prestations délivrées. La phase opérationnelle de l'expérimentation a commencé en avril 2009 et se déroulera jusque fin mars 2010.

Présidé par : Olivier DUPONT, Chef de l'équipe projet nationale MAIA de la CNSA

- Catherine PERISSET, Expert en organisation des soins et services de la CNSA
- Dr. Dominique SOMME et Dr. Matthieu de STAMPA, Experts-chercheurs de la CNSA

5 Dématérialisation, numérisation et archivage : un atout pour le développement durable

Labo Transverse Présidé par : Benoît VAN REETH, Directeur des archives départementales du Conseil général du Rhône

■ Numérisation et archivage des données des MDPH : une démarche innovante

Retour d'un Conseil général du Rhône sur l'archivage des MDPH. Elaboration d'un vademecum et d'un standard d'échanges de données pour l'archivage.

■ Informatique et développement durable : enjeux et limites

Un objectif de zéro papier, un pari à relever car les pratiques doivent évoluer : développement de la bureautique et de l'impression décentralisée.

- Françoise BANAT-BERGER, Chef du Département de l'Innovation Technologique et de la Normalisation (DITN) à la Direction des Archives de France
- Yannick DEIMAT, MDPH 29, Membre du groupe de travail sur la numérisation des archives des MDPH

6 L'accessibilité de tous au dispositif d'accueil du jeune enfant, enjeu d'insertion et de développement économique

Labo Enfance jeunesse Le décret du 1^{er} août 2000 a pris en compte l'évolution du dispositif d'accueil des jeunes enfants et de leurs familles par l'élaboration d'un projet social. Celui-ci situe la structure dans un cadre politique, économique, social et partenarial.

Le décret n° 2006-1753 du 23 décembre 2006 prévoit qu'une place sur vingt sera réservée aux enfants des familles bénéficiaires de certaines prestations sociales.

Présidé par : Dominique NACHURY, Vice-présidente du Conseil général du Rhône

- Sylvie LE CHEVILLIER, Responsable du département enfance et parentalité à la Direction des politiques familiales et sociales de la CNAF

■ Une place pour chacun autour d'un projet commun : la création d'une université populaire de parents à partir d'une structure d'accueil

Samia ZEMMIT, Responsable technique Crèche "Arc en ciel" de Vénissieux

■ Etude de la DREES sur le coût des modes de garde

Solveig VANOVERMEIR, Chef de pôle Famille, Bureau Famille-Handicap-Dépendance DREES

Xavier LATELTIN, Directeur adjoint du Travail, Pôle emploi à la Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Rhône



Mardi
20

Programme

15h30 - 17h00 - Séance plénière

SÉANCE PLÉNIÈRE 2

Prise en compte globale de la personne : quel niveau de politique territoriale, quelle articulation, quel pilotage, quels niveaux d'intervention ?

Le secteur médico-social est appelé avec d'autres partenaires institutionnels et associatifs à accompagner les personnes en situation de dépendance voire de précarisation dans leur parcours de vie et à rechercher des solutions adaptées et évolutives en fonction de leurs ressources personnelles et de leurs aspirations

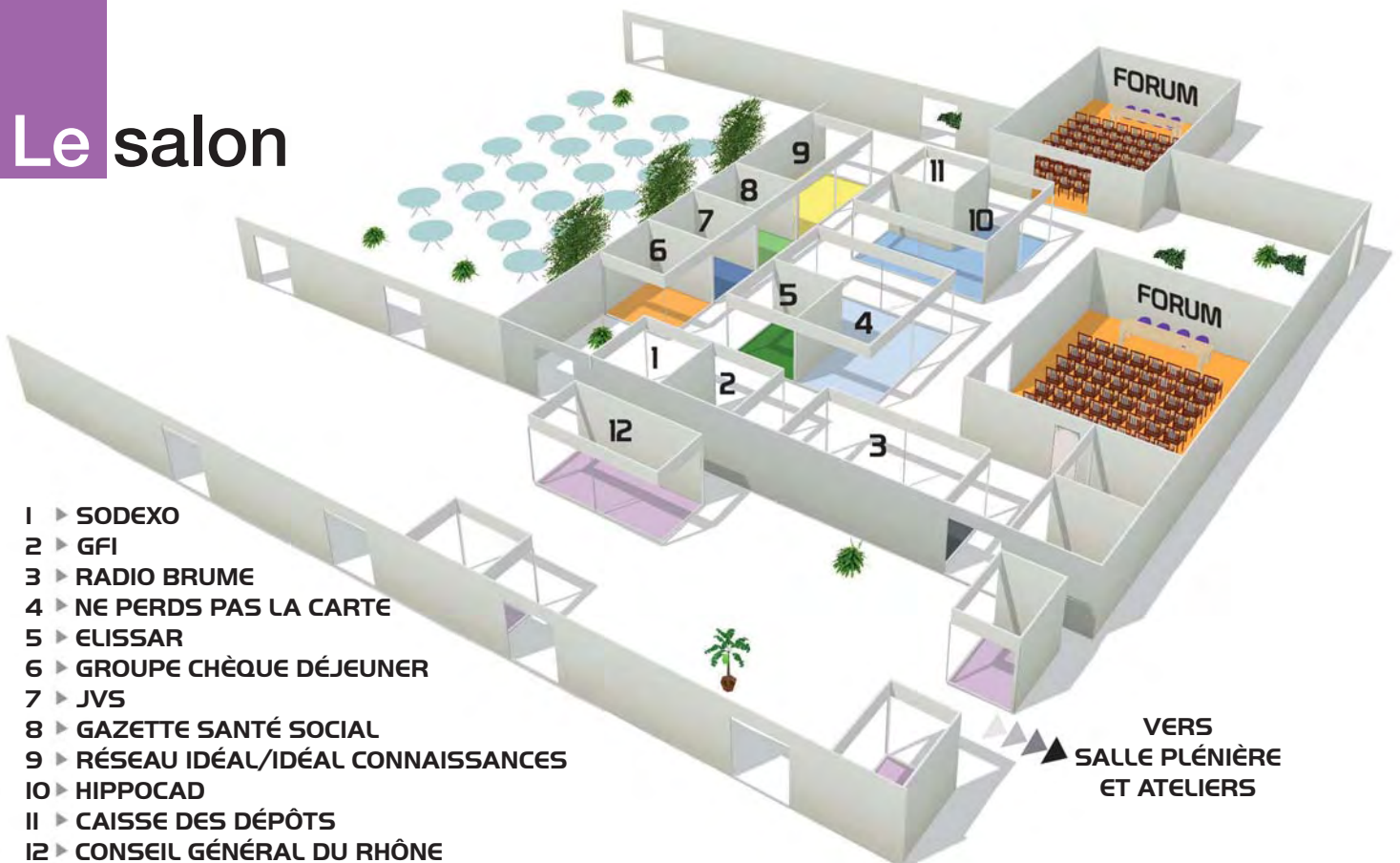
D'une manière générale, les personnes âgées comme les personnes handicapées aspirent à plus d'autonomie et à rester le plus longtemps possible à domicile. Dans toutes les situations, le projet porté par le médico-social vise à maintenir ou restaurer une vie la plus autonome possible, ce projet va bien au-delà de la prise en compte des besoins sanitaires, même si la santé reste un bien essentiel et prégnant dans l'accompagnement. Au plan des organisations, les mutations du paysage législatif et institutionnel via le projet de loi Hôpital, patients, santé, territoires, et la mise en place d'un 5ème risque, modifient la place du secteur médico-social. La filière sanitaire comme le champ médico-social est légitime pour coordonner, chacune des deux filières a développé des outils, des savoir-faire, des compétences particulières. Chacun a besoin de l'autre pour améliorer qualitativement la prise en charge de la personne.

Comment prendre en compte la globalité des besoins de la personne qui ne se réduisent pas à la prise en charge de la santé, pour un mieux être, pour une plus grande qualité de vie? Se pose ainsi la question du niveau d'intervention et de la responsabilité pour porter ces politiques dans le contexte de réformes des collectivités territoriales.

Présidée par : Maryvonne LYAZID, Fondation des Caisses d'Épargne pour la Solidarité

- Pierre JAMET, Directeur général des Services du Conseil général du Rhône
- Laurent VACHEY, Directeur de la CNSA
- Jean-Jacques ROMATET, Directeur général du CHU de Toulouse

Le salon



- 1 ▶ SODEXO
- 2 ▶ GFI
- 3 ▶ RADIO BRUME
- 4 ▶ NE PERDS PAS LA CARTE
- 5 ▶ ELISSAR
- 6 ▶ GROUPE CHÈQUE DÉJEUNER
- 7 ▶ JVS
- 8 ▶ GAZETTE SANTÉ SOCIAL
- 9 ▶ RÉSEAU IDÉAL/IDÉAL CONNAISSANCES
- 10 ▶ HIPPOCAD
- 11 ▶ CAISSE DES DÉPÔTS
- 12 ▶ CONSEIL GÉNÉRAL DU RHÔNE

● **PEPSÉO** est la 1ère plate-forme technologique dédiée aux acteurs du maintien à domicile.

● **PEPSÉO** permet de déployer un bouquet de services interactifs accessibles depuis le poste de télévision et la télécommande.



Un accès innovant pour faciliter le maintien à domicile

● **PEPSÉO** propose des services types centrés sur les besoins des seniors et de leur entourage :



Un lien dynamique pour favoriser l'échange

- Partager des informations, échanger des messages,
- Visualiser l'agenda (qui vient chez moi, quels sont mes rendez vous),
- Consulter les dossiers (contrat, relevé d'interventions ...),
- Passer une commande,
- Accéder à différents contenus (météo, professionnels disponibles à proximité),
- Pratiquer des exercices (jeux cognitifs),
- Répondre à des questionnaires.

● **PEPSÉO** s'adresse à l'ensemble des professionnels en soutien de la personne aidée : médecin, infirmières, auxiliaire de vie, aides à domicile ...

Depuis leur bureau ou un terminal mobile, ces professionnels peuvent :

- Consulter le dossier médico-social,
- Enregistrer des comptes rendus,
- Voir les pièces numérisées,
- Saisir les résultats de bilans,
- Echanger des informations.



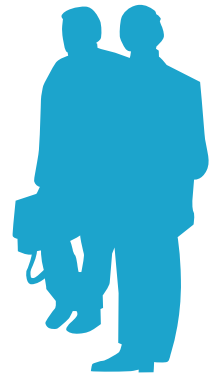
Une plateforme dédiée pour coordonner les services médico-sociaux

● **PEPSÉO** apporte aux collectivités locales une solution qui contribue à améliorer l'organisation des soins et services à domicile, dans un contexte de rareté des ressources et d'un nombre croissant de personnes aidées.



Une réponse adaptée centrée sur les soins et services à domicile

Avec le projet Royans Vercors Santé, la Communauté de Communes du Massif du Vercors est la 1ère référence d'utilisation de la plate-forme PEPSÉO.



Les communautés professionnelles du Pôle Solidarités IDEAL Connaissances

www.idealconnaissances.com

1^{ER} PÔLE NATIONAL DE PARTAGE DES CONNAISSANCES

+ de 10 000 professionnels de l'action sociale
+ de 3000 structures utilisatrices
(Collectivités territoriales, services de l'Etat
Partenaires institutionnels, associations, ...)

ANDASS
Association Nationale des Directeurs d'Action Sociale et de Santé des Conseils généraux

Formation Professionnelle Continue

Économie Sociale & Solidaire

Insertion Emploi

CLUB Insertion

Réseau Cias
*Développé en collaboration avec la CDC et l'UNCCAS

Enfance Jeunesse

RESEAU HABITAT LOGEMENT

RESEAU PETITE ENFANCE

Réseau GENS DU VOYAGE

RESEAU INTEGRATION & PREVENTION des DISCRIMINATIONS

CLUB ASE

CLUB PA-PH

Réseau Médecins Territoriaux

Réseau PA PH

Mutualisation des connaissances
Formations Accompagnement personnalisé
Comités de Pilotage Experts

Renseignements pratiques

Les ateliers nationaux de la solidarité se tiendront au **CENTRE DE CONGRES DE LYON** 50, quai Charles de Gaulle - 69 463 LYON CEDEX 06

■ Accès par l'avion

Le Centre de Congrès de Lyon est situé à 25 minutes de l'aéroport et de la gare multi-modale de Lyon-Saint-Exupéry et à 10 minutes de l'aéroport d'affaires de Lyon-Bron.

■ Accès par le train

Le Centre de Congrès de Lyon est à 10 minutes de la gare TGV (Lyon Part-Dieu) et à 15 minutes de la gare de Lyon - Perrache.

■ Accès par la route

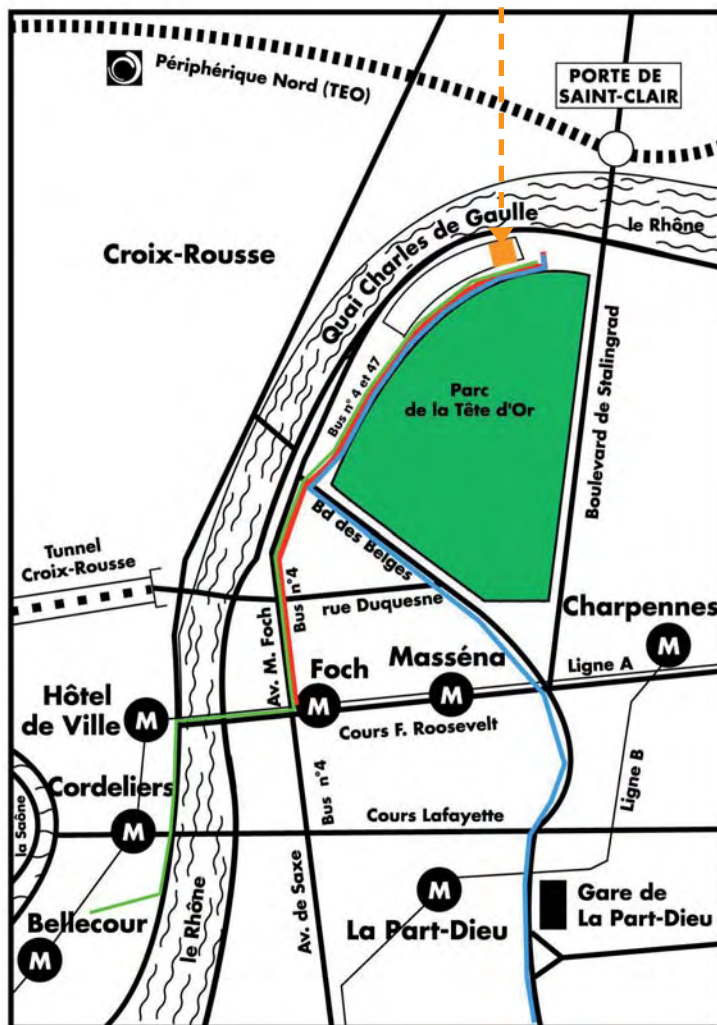
Le Centre de Congrès est situé à proximité du périphérique nord, sortie : Porte de St Clair, direction Cité internationale. Parking Vinci couvert de 1000 places à 50 mètres du centre.

■ Hébergement

Une liste d'hôtels sur Lyon est consultable sur www.ateliers-solidarite.com dans les renseignements pratiques. Sur cette même page vous pouvez télécharger le bulletin de réservation hôtelière pour les hôtels de la chaîne ACCOR. Un quota de chambres est réservé pour cet événement.

Réduction SNCF

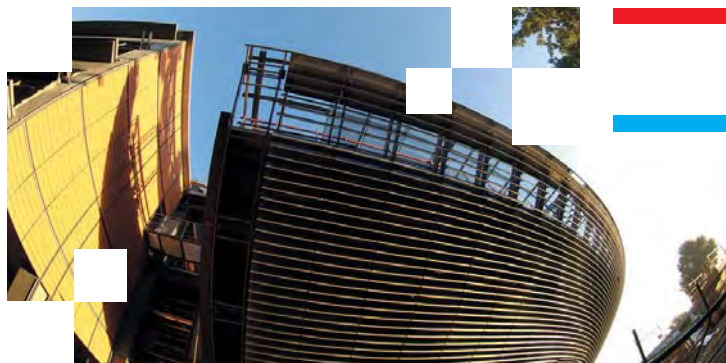
Vous pouvez bénéficier d'une réduction sur les billets SNCF de 20%. Nous vous enverrons un fichet sur demande lors de votre inscription si vous l'avez mentionné.



■ Bus n° 58 : liaison avec la presqu'île (centre ville de Lyon - Bellecour)

■ Le site est desservi par la ligne n° 4 en correspondance avec les lignes A et D du métro. Arrêts Foch (A) et Saxe Gambetta (D)

■ Desserte ligne C1, un trolleybus en site propre relie à une cadence très rapide la Cité internationale à la Part-Dieu en 12 minutes





La Caisse des Dépôts

partenaire financier
des acteurs de la solidarité

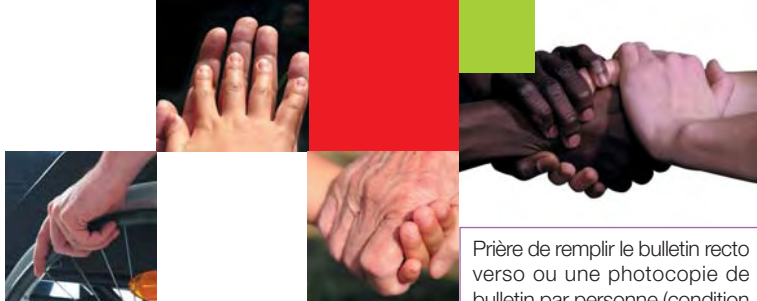


Direction des fonds d'épargne
72, avenue Pierre-Mendès-France
75356 Paris 07 SP
01 58 50 00 00



19 ET 20 OCTOBRE 2009

2^{èmes} ateliers SOLIDARITÉ
nationaux de la



INSCRIPTION

A retourner avant le **12 OCTOBRE** à IDEAL Connaissances
Par courrier : 93, avenue de Fontainebleau - 94276 Le Kremlin-Bicêtre Cedex
Par fax : 01.45.15.09.00 - Tél. : 01.45.15.09.09
Privilégiez l'inscription en ligne sur : www.ateliers-solidarite.com

Prrière de remplir le bulletin recto verso ou une photocopie de bulletin par personne (condition d'inscription au verso).
IDEAL Connaissances est un organisme de formation déclaré sous le N° 11.94.07.205.94.
Votre inscription est donc déductible des cotisations dues au titre de la formation continue.

Organisme : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Nom/Prénom : _____

Fonction : _____

Tel organisme : _____ Fax organisme: _____

Tel direct : _____ Fax direct: _____

E- Mail : _____

Adresse de facturation si différente :

Organisme : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

TARIFS

Ces prix comprennent la participation aux ateliers, à l'ensemble des séances plénières, aux forums (dans la mesure des places disponibles), ainsi que l'accès au salon.
Les transports et l'hébergement sont à la charge des participants.

GRUPE
Tarifs préférentiels - 20%
(À partir de 3 participants du même organisme)

<input type="checkbox"/> 80 € TTC (déjeuner compris)
<input type="checkbox"/> 120 € TTC
<input type="checkbox"/> 160 € TTC

Adhérents au Réseau IDEAL, abonnés aux Réseaux d'IDEAL Connaissances* 100 € TTC

Je suis abonné(e) au Réseau/Club : (déjeuner compris)

Collectivités publiques ou associations 150 € TTC

Entreprises 200 € TTC

Enseignants 100 € TTC

Adhérents de l'UNASEA ou de la FNARS Rhône-Alpes (déjeuner compris) 100 € TTC

DEJEUNERS (réservation obligatoire, aucun déjeuner ne sera vendu sur place)

Je déjeune le lundi 19 octobre 19 € TTC

Je déjeune le mardi 20 octobre 19 € TTC

Tout déjeuner non coché ne sera pas pris en compte.

REGLEMENT

Ci-joint mon règlement de € TTC établi à l'ordre d'IDEAL Connaissances

Je souhaite recevoir un fichet de réduction SNCF (- 20%)

Fait à : _____

Le : _____

Signature

* A savoir : ASE, Petite Enfance, Enfance-Jeunesse, Formation professionnelle continue, Gens du Voyage, Habitat-Logement, Insertion, Insertion-Emploi, Intégration et Prévention des Discriminations, PA-PH, Médecins territoriaux, et Economie sociale et solidaire. L'abonnement aux Réseaux comprend : 3 formations techniques annuelles, un accès au forum d'échange et à la Bibliothèque ainsi qu'un accès illimité à tous les événements organisés par IDEAL Connaissances - **Infos : 01 45 15 09 23**



INSCRIPTION OBLIGATOIRE

Pour assurer une meilleure qualité des débats, le nombre de places disponibles aux ateliers et forums est limité. Les inscriptions seront enregistrées par ordre d'arrivée.



Je m'inscris de 11h30 à 12h30 :

- Forum **1** Partage au fil des âges : 3 exemples de PPP intergénérationnels réussis
- Forum **2** PEPSEO : une solution innovante pour favoriser le maintien à domicile

Je m'inscris de 14h00 à 15h30 :

- Atelier **1** Accompagnement des aidants familiaux
- Atelier **2** Partage de données nominatives entre institutions
- Atelier **3** RSA : quelle réponse à l'usager ?
- Atelier **4** Quels accompagnements pour les jeunes en difficultés multiples ?
- Atelier **5** Délégation des aides à la pierre et politique de solidarité
- Atelier **6** Plan National Nutrition Santé

Je m'inscris de 16h00 à 17h30 :

- Atelier **7** Evolutions et adaptation du logement des personnes âgées
- Atelier **8** Politique de la ville : redéfinition de la géographie prioritaire
- Atelier **9** Emploi et Insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
- Atelier **10** Informations préoccupantes
- Atelier **11** Appel à projets sur le secteur médico-social
- Atelier **12** Scolarisation des enfants du voyage
- Forum **3** Concentration dans le secteur social et médico-social
- Forum **4** La maladie d'Alzheimer, un défi redoutable médical et sociétal

CONDITIONS D'INSCRIPTION/ANNULATION

Les inscriptions non réglées ne seront pas prises en compte. Cependant, les administrations ont la possibilité de fournir un bon de commande dûment signé par l'autorité compétente, si le règlement ne peut-être joint à l'inscription. Toute annulation parvenue avant le 10 octobre 2009 donnera lieu à un remboursement de 80%. Après cette date, aucun remboursement ne pourra être effectué. Conformément à l'article 27 de la loi informatique et libertés du 06/01/78, nous vous informons que les informations qui vous sont demandées feront l'objet d'un traitement automatisé de données à des fins commerciales. Vous pouvez accéder à ces informations et en demander la rectification si nécessaire.

Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises, cochez ici



Je m'inscris de 9h00 à 10h30 :

- Atelier **13** Organisation médico-sociale coordonnée au service de l'usager
- Atelier **14** Assistants familiaux, une professionnalisation à développer et accompagner
- Atelier **15** Micro-crédit personnel
- Atelier **16** Prise en charge du handicap en Belgique
- Atelier **17** Santé et gens du voyage
- Atelier **18** Laïcité et travail social

Je m'inscris de 11h00 à 12h30 :

- Atelier **19** Politique de la jeunesse
- Atelier **20** Le chéquier d'accompagnement au RSA
- Atelier **21** Mineurs étrangers isolés
- Atelier **22** Le FSL et l'ASLL
- Atelier **23** MASP : contrat d'accompagnement libre ou contraint
- Atelier **24** Le CESU pour financer la professionnalisation de l'aide à domicile
- Forum **5** L'outil informatique : une composante incontournable de la conduite de projets dans le domaine social

Je m'inscris de 14h00 à 15h30 :

- Labo **1** Gérontechnologies
- Labo **2** Développement durable et publics défavorisés
- Labo **3** Désertification médicale
- Labo **4** Club des volontaires MAIA
- Labo **5** Dématérialisation, numérisation et archivage
- Labo **6** Accessibilité de tous aux dispositifs d'accueil du jeune enfant

Voir plus loin



Accompagner les collectivités et institutions et leur proposer chaque jour les moyens de concrétiser leurs politiques publiques.

Acteur majeur de l'économie sociale, le Groupe Chèque Déjeuner imagine des solutions spécifiques pour réduire les inégalités, lutter contre la précarité et améliorer la qualité de vie. À travers l'ensemble de ses produits (cartes et chèques socioculturels et solutions d'ingénierie sociale), il apporte des réponses concrètes et efficaces aux problématiques des collectivités et institutions, et aux besoins des agents et à leurs populations.

Le Groupe Chèque Déjeuner développe aussi des **solutions sur mesure** afin de faciliter

l'accès aux transports, à la protection sociale, à la culture, aux loisirs, aux aides sociales et aux énergies renouvelables...

Le Groupe Chèque Déjeuner assure **conseil et accompagnement** dans la mise en œuvre de ces dispositifs, de la réflexion à leur application terrain en fonction de leur projet politique. L'ensemble des produits garantit ainsi une forte visibilité de l'action politique, une traçabilité des fonds publics et une gestion simplifiée des aides publiques.

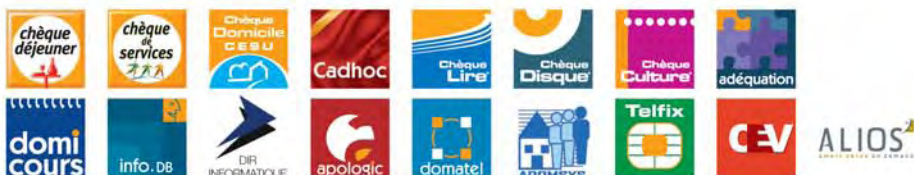
Depuis sa création, le Groupe Chèque Déjeuner est le partenaire privilégié de nombreuses collectivités.

Contactez-nous

info.collectivites@groupechequedejeuner.fr

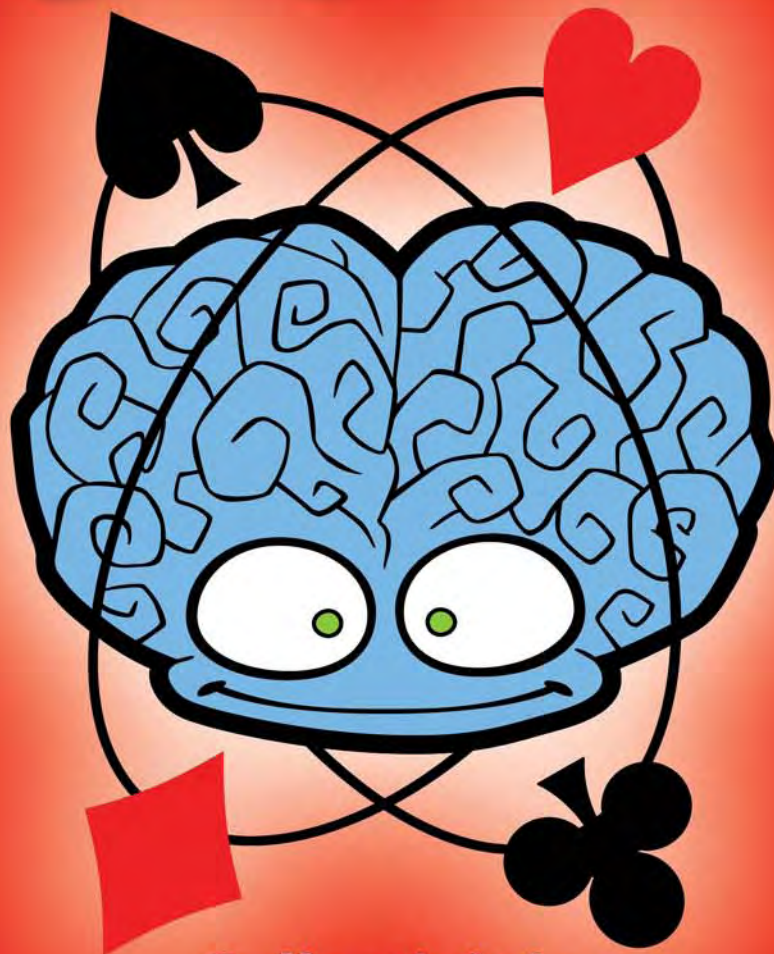
01 41 85 08 55

www.groupechequedejeuner.com



groupe
chequedejeuner

NE PERDS PAS LA CARTE



**Collectivités,
ensemble contre la maladie d'Alzheimer !**

**Rejoignez la lutte, venez tester votre mémoire
sur le stand de la fondation Ne Perds Pas La Carte.**

WWW.NEPERDSPASLACARTE.COM

Cartamundi
A heart for cards 

CAPA
presses

FONDATION
INTERNATIONALE
NPPLC
pour la recherche fondamentale
sur la maladie d'Alzheimer

InTheBox
agency

TOM LAPOINTE GAMES
TLG

IDEAL
connaissances